

Publié dans *La Tribune*, 12 janvier 2006,
et dans *Nezavissimaia Gazeta*, 11 janvier 2006

LA « GUERRE DU GAZ » N'AURA PAS LIEU

En pleine trêve des confiseurs, le coup de chaud russo-ukrainien a doublement surpris : par sa brièveté et par ses implications géopolitiques. L'accord signé à Moscou le 4 janvier a permis aux deux parties d'exprimer leur satisfaction sans que personne ne perde la face. Pourtant, la plupart des commentateurs s'interrogent encore sur l'identité du vainqueur. Pour les uns, la Russie a fait preuve d'un néo-impérialisme caricatural qui ne manquera pas, en retour, d'altérer son image internationale et d'encourager ses partenaires à reconsidérer leurs relations énergétiques. Elle aurait ainsi écorné sa crédibilité. Pour les autres, l'Ukraine s'est conduite de manière imprudente en surestimant le soutien occidental et en touchant les limites de sa « nouvelle politique ». Elle aurait ainsi accentué sa fragilité. Ce type de lecture renvoie dos-à-dos Moscou et Kiev dans une logique de bloc d'un autre âge, mais ne saurait empêcher de tirer quelques enseignements à froid.

Une interdépendance énergétique

Cette crise a montré à quel point la notion de « dépendance énergétique » était interprétée comme un rapport unilatéral de fournisseur à client. Or, la Russie, l'Ukraine et l'UE sont étroitement dépendantes les unes des autres. L'économie ukrainienne dépend directement des approvisionnements énergétiques en provenance d'Asie centrale et de Russie. Cette dernière dépend de Kiev pour le transit de son gaz vers le marché européen, qui est au cœur de la stratégie de développement de Gazprom. Pour ce géant, l'accès à ce marché solvable est crucial. Quant à l'UE, elle importe un quart de son gaz de Russie, tout en étant un interlocuteur indispensable de Moscou et Kiev pour leur accession à l'OMC. Autrement dit, dans un contexte de fortes tensions sur les prix, aucune des trois parties n'avait intérêt à voir la crise se prolonger.

Une Russie unijambiste

En interrompant ses approvisionnements, la Russie a adressé un signal brutal à Kiev. Par ce coup limité et maîtrisé, elle a également adressé un signal collatéral à ses partenaires (Chine et Japon compris). En faisant de la « sécurité énergétique » le thème principal de sa présidence du G 8, Moscou entend se présenter comme centre énergétique (pétrole et gaz) à l'échelle globale – comme un pôle bien moins instable que l'OPEP. En creux, ce coup tactique révèle l'échec des projets d'intégration économique avec l'Ukraine et confirme le rôle de *Gazprom* comme cœur et poumon du régime russe. Outil de politique intérieure et extérieure détenu à 51% par le Kremlin, ce groupe approvisionne les compagnies énergétiques européennes tout en cherchant à prendre pied sur leurs marchés nationaux. Dans la même temps, *Gazprom* doit convaincre les investisseurs internationaux – en termes de gestion et de management – en vue de la prochaine ouverture de son capital. L'intrication des politiques étrangère et énergétique illustre l'ambivalence d'une Russie influente, mais unijambiste dans la mesure où elle n'est toujours pas parvenue à utiliser ses pétrodollars pour diversifier son économie et modifier son rapport au monde.

Une Ukraine relativement isolée

A la suite de la « Révolution orange », Viktor Iouchtchenko a fait de l'intégration euro-atlantique le fondement de sa politique étrangère tout en veillant à entretenir ses relations avec Moscou. A plusieurs reprises, il a souligné la position stratégique de son pays en matière de transit invitant, lors de son dernier voyage en France notamment, les entreprises énergétiques à envisager la mise en place d'un consortium international afin de sécuriser leurs approvisionnements *via* l'Ukraine. Au terme de cette crise, il a réaffirmé sa volonté d'indépendance à l'égard de Moscou au prix d'un coût politique personnel très élevé dans l'actuel contexte électoral. Il a surtout mis en lumière les obstacles sur la voie de l'adhésion. En effet, l'Ukraine embarrasse une UE confrontée à ses propres difficultés internes et à l'insoluble dossier turc. Il est certain qu'une profonde dégradation des relations russo-ukrainiennes compliquerait encore le dialogue entre Kiev et l'UE.

Deux enseignements pour l'UE

Pour cette dernière, la crise a montré le degré très variable de dépendance des pays membres à l'égard des importations gazières russes. Ayant observé une prudente neutralité, l'UE devrait tirer deux enseignements de la crise. Premièrement, sa réflexion embryonnaire sur une politique énergétique commune doit d'emblée inclure, outre la Russie et l'Ukraine, le Turkménistan et le Kazakhstan. Deuxièmement, elle devrait examiner de très près le compromis trouvé par Moscou et Kiev *via RosUkrEnergo* sur un modèle de trading qui n'est pas sans rappeler celui d'*ITERA*, filiale de Gazprom fondée en 1992 avec un mystérieux actionnariat. L'imbrication des économies russe et ukrainienne se fait par l'intermédiaire de milieux d'affaires toujours capables de s'entendre. En d'autres termes, l'UE devrait comprendre que les questions de gouvernance politico-économique concernent aussi bien Moscou que Kiev.

Thomas Gomart
Responsable du programme Russie/Nei à l'Ifri
Coordinateur de la *task force* sur les relations UE/Russie